



Que « l'indignation » de la jeunesse soit le prélude à l'entrée en scène de la classe ouvrière !

Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, a voulu rassurer le bourgeois : il ne croit pas à « un été européen qui ferait suite au printemps arabe », a-t-il dit sur Canal+, interrogé sur le mouvement de la Puerta del Sol en Espagne. Il ne s'est tout de même pas aventuré au-delà de l'été ! C'est pourtant que la question se pose. Et sérieusement.

Oui, les manifestations de la jeunesse espagnole, en passe de faire école en Grèce, en France (et même ailleurs comme au Chili !), apportent un sacré bol d'air frais à tous ceux qui prennent des coups depuis des années et ne voyaient pas d'issue, accablés par le chômage, la précarisation, la dégradation brutale des conditions de vie.

« Sans travail, sans logement, sans retraite, sans peur ! »

Ce mouvement dit du 15 mai, à une semaine des élections locales espagnoles, a fait souffler un vent de liberté et de contestation sur plus de 150 villes du pays. Les cortèges de jeunes, avec ou sans diplômes, avec un petit boulot ou sans boulot du tout, se sont transformés en occupation des grandes places, bientôt rejoints par toutes les générations. Ces jeunes que l'ont disait « apolitiques » et « apathiques », ont été des dizaines de milliers à défiler aux cris de « Sans travail, sans logement, sans retraite, sans peur ! » pour s'en prendre aux plans de rigueur du « socialiste » Zapatero, au FMI, à « la dictature des marchés », en choisissant le bon terrain pour exprimer leur colère : celui de la rue et de la lutte collective, sans s'en remettre au bulletin de vote pour espérer changer leur sort.

En France, le message est le même

Pour l'heure, ici en France, les jeunes n'en sont qu'à des rassemblements plus modestes : un millier dimanche sur la place de la Bastille à Paris, et quelques centaines dans d'autres villes. Comme il y a quelques semaines en Espagne ! Mais le message est le même, même si la configuration politique est inversée : ici c'est la droite qui gouverne, et la

gauche qui se cantonne dans une opposition respectueuse, pour la même politique. C'est si vrai, que Martine Aubry vient de saluer la candidature de Christine Lagarde au FMI (comme Sarkozy avait intronisé en son temps Dominique Strauss-Kahn !). Ce n'est pas le scrutin présidentiel de 2012 qui changera la donne. C'est sur le terrain des luttes que nous gagnerons si nous sommes suffisamment nombreux pour faire craindre aux patrons et à la bourgeoisie de tout perdre !

Mai 68... mai 2011

Par bien des aspects, ce mois de mai 2011 rappelle les premières manifestations de mai 1968. Les « indignés » d'aujourd'hui ont des idées tout aussi diverses et parfois confuses que les « contestataires » de l'époque. Ce qui après tout est le propre de tout profond mouvement social à ses débuts. Il se cherche puis se précise, se radicalise, au fur et à mesure qu'il se renforce et s'étend. La différence, et de taille, par rapport à mai 68, c'est qu'aujourd'hui les jeunes ne se contentent plus de réclamer la liberté de parole et « l'imagination au pouvoir », mais qu'ils dénoncent d'emblée l'injustice sociale, le chômage et la précarité. Mais l'important et ce qui a ébranlé le pouvoir en place, en 1968, ce fut l'entrée en scène de toute la classe ouvrière, laquelle, en rejoignant les étudiants, a transformé la simple « contestation » en grève générale, cette même grève générale qui paraissait une utopie quelques semaines auparavant.

Alors, aujourd'hui, supposons que l'ensemble des salariés, comme en 1968, rejoignent les jeunes « indignés ». On passerait de « l'indignation » à un profond mouvement de contestation sociale, lequel, vu le contexte insupportable de chômage et d'injustice de classe, pourrait aller bien plus loin qu'en 1968 et se transformer en véritable révolution. Tous les espoirs seraient alors permis. Après tout, les travailleurs des pays arabes ont donné le coup d'envoi. Alain Juppé aurait tort de se rassurer. Oui, le printemps révolutionnaire arabe pourrait bien avoir des lendemains européens.

Prise à son propre jeu

A croire que les rassemblements sur les 20 mn de pause gênent la direction : les RH demandent aux chefs d'UET de certains secteurs de lui signaler les participants qui dépasseraient leurs 20 mn !

C'est pourtant la direction, lors de l'accord 35h de 1999, qui a créé cette pause de 20 mn par jour en les retirant du temps de travail effectif (ainsi que les heures de formation du CEF). Ce qui lui a permis de réduire à 10 jours les RTT, au lieu de 22. Quand on veut jouer au plus malin...

Les vendredis de la contestation

Ce vendredi 27 mai, plus de 250 salariés se sont de nouveau retrouvés dans la Ruche. Une affluence en hausse même par rapport au vendredi précédent.

C'était le 15^{ème} rassemblement, le 1^{er} datant du 27 janvier. Un autre rassemblement vendredi 10 juin a été voté à l'unanimité. Le renaulthon continue. Souhaitons-lui un maximum de succès !

Après les espions, les indicateurs

Le plafond de l'intéressement aux performances de l'établissement va passer de 1000 à 1200 € les 3 prochaines années. On est encore loin du compte, d'autant plus que son versement est soumis à de nombreux indicateurs.

Le mécontentement actuel n'est sûrement pas étranger à cette révision. L'indicateur le plus important pour les salaires, c'est encore le nombre de salariés lors des rassemblements dans la Ruche.

Proratatinée

Cette année, les cadres en temps partiel ont eu la surprise de voir leur prime de performance individuelle proratisée, soit une perte de 20 % pour les salariés en 4/5^{ème} par rapport à l'an dernier. Après les primes et les congés, il n'y a plus que la charge de travail qui reste à temps plein.

A quand le Q comme Quantité ?

Les mobilités entrantes dans la DGAIQ (Direction Générale Adjointe Ingénierie et Qualité) sont bloquées, sauf dérogation exceptionnelle. C'est officieux car la direction s'est jusque là bien gardée de communiquer officiellement là-dessus. L'objectif est toujours de contenir les effectifs de l'ingénierie et de continuer à délocaliser dans les RTx. Ce n'est pourtant pas le travail qui manque.

En forme de cercle

La DIEC (Direction Ingénierie Equipements Carrosserie) se réorganise et l'activité Plan de Forme retourne au Design... qu'elle avait quitté quelques années auparavant. Côté organisation et idées neuves, ça tourne plutôt en rond.

Accord de dupe

L'accord « relatif à la maîtrise du temps de travail et à la mise en place d'un horaire variable pour l'établissement de Guyancourt » a été signé par la CFDT et la CGC. Mais on ne voit pas trop où est le progrès social. Au mieux, ça ne changera rien pour la plupart des ETAM au forfait qui faisaient déjà des horaires variables en pratique. Au pire, ils disposeront de moins de souplesse qu'avant.

La souplesse bénéficiera surtout à la direction qui pourra faire varier les horaires selon la charge de travail. Et grâce à une flexibilité autorisée sur l'année, plus besoin de payer d'heures supplémentaires. Quant aux 54 % de cadres de l'établissement, à peine mentionnés dans cet accord, ils pourront continuer les journées à rallonge, comme le travail à domicile.

L'amiante ne tue pas que les ouvriers

Bernard T. ne profitera pas de sa retraite. Cet ancien ingénieur de la DICAP qui a terminé sa carrière au Technocentre avant de partir dans le PRV, est mort le 16 mai d'un mésothéliome. Juste après avoir été reconnu en maladie professionnelle : ce cancer de la plèvre est spécifique de l'amiante à laquelle il a été exposé notamment à Renault Flins, lorsqu'il travaillait aux méthodes tôlerie.

Renault a fait travailler des milliers de salariés, ouvriers, techniciens ou ingénieurs, au contact de ce poison en prenant le risque qu'ils en meurent. Mais on attend toujours une véritable justice.

« Inexcusable » : il faut le dire combien de fois ?!

Renault a encore une fois été condamné pour faute inexcusable dans le suicide d'Antonio, un ingénieur qui avait mis fin à ses jours en sautant du 5^{ème} étage du hall de la Ruche fin 2006. Il s'agissait cette fois d'un jugement en appel, Renault ayant contesté sa condamnation en première instance.

L'avocat de Renault a immédiatement évoqué un pourvoi en cassation. Car Renault ne veut toujours pas reconnaître sa responsabilité dans les suicides qui ont endeuillé le Technocentre. Les familles d'Hervé et de Raymond, des techniciens du TCR qui se sont également suicidés, en savent quelque chose : elles sont toujours en justice contre Renault.

Une collecte qui fait des étincelles

La collecte effectuée il y a 15 jours aux portes du TCR a permis de récolter 395 €. Un soutien matériel et moral qui aidera à la parution de ce bulletin.

Les militants de l'étincelle adressent leurs plus chaleureux remerciements à tous ceux et celles qui leur manifestent régulièrement leur sympathie.